

LETTRE DE LIAISON

Des militants combattant
pour le **Front Unique**
des organisations syndicales
de l'enseignement public

N°296
24 février 2020

ISSN 1245 - 0286

<http://www.frontunique.com>

Le rôle de la FSU et de ses syndicats, c'est de défendre les enseignants et les lycéens confrontés à la répression, pas d'envoyer des « salutations respectueuses » au ministre de l'Intérieur.

**Pour un meeting unitaire contre la répression,
pour l'arrêt de toutes les poursuites, pour la réintégration des travailleurs suspendus
ou menacés de licenciement**

Intervention du représentant Front Unique au BDFN de la FSU du 24 février

Ce BDFN se tient une semaine après l'ouverture du débat à l'Assemblée Nationale en vue d'adopter le projet de loi de destruction des retraites.

La première question qui se pose, c'est : est-il encore possible d'imposer le retrait de ce projet de loi ?

Le dernier communiqué de l'intersyndicale nationale formule un élément de réponse : avec l'annonce du prochain 'temps fort' au 31 mars, le gouvernement et la majorité LREM ont un boulevard devant eux.

Parallèlement, les dirigeants des organisations syndicales annoncent qu'ils tiendront « *leur propre conférence sur le système de retraite* », conférence d'accompagnement jusqu'au bout du processus parlementaire, de prolongement jusqu'au bout du « dialogue social » avec le gouvernement.

C'est le choix, c'est l'appréciation réelle des dirigeants syndicaux.

Et ce n'est pas la prétendue « bataille d'amendements » annoncée par l'opposition qui compensera l'absence de mobilisation sur le terrain de la lutte des classes : chaque jour rend d'ailleurs plus probable que cette « bataille », avortée par le recours au 49.3, n'aura pas lieu.

Alors, il faut le dire : l'autoroute de la défaite sur laquelle les dirigeants syndicaux se sont rués depuis trois mois – celle de la ribambelle de 'temps forts' décidés de semaine en semaine, de l'invitation aux « grèves reconductibles » disloquées et du « dialogue social » continu – cette autoroute a conduit les travailleurs là où elle ne pouvait que les conduire : l'usure et une défaite de plus en plus probable.

Une défaite dont il faudrait tirer le bilan et les responsabilités. Une défaite qui promettrait d'être historique, terrible, et qui augurerait de coups d'une violence sans précédent auxquels les travailleurs et la jeunesse devraient se préparer, devraient être préparés par leurs organisations.

La bourgeoisie et ses représentants, eux, s'y préparent à tous les niveaux.

En témoignent, quoi qu'on pense du mouvement des « gilets jaunes », l'arrestation sans motif de plusieurs figures de ce mouvement, l'interdiction de manifester dans de larges secteurs de la capitale à commencer par l'Assemblée, et cette réponse de Macron à une travailleuse qui l'interpellait au salon de l'agriculture samedi dernier au sujet de la répression des manifestants : « *Arrêtez de sortir manifester comme ça* » (AFP, 22/02/2020).

En témoigne, l'adoption par la majorité LR au Sénat, en première lecture, du projet de loi Retailleau contre le droit de grève dans les transports, qui va jusqu'à imposer la réquisition des travailleurs grévistes.

En témoigne, plus encore, le discours de Macron du 18 février, à Mulhouse – dans la zone du Concordat où l'État finance et salarie les clergés catholique, protestant et juif - pour dénoncer ce qu'il appelle le « séparatisme islamiste ».

Il ne s'agit pas seulement d'une offensive anti-laïque ou d'une opération de racolage sur le terrain du RN à

la veille des élections municipales : c'est d'abord une opération de promotion de l'État policier dans les quartiers populaires et dans les écoles, sous les termes de « reconquête républicaine » qui désignent ces quartiers comme des territoires à reprendre par la force des armes, à placer sous le contrôle étroit de l'État policier, sur fond de stigmatisation des musulmans.

La FSU a aujourd'hui, sur le terrain du combat contre la répression, une responsabilité particulière.

Ces dernières semaines, les lycées publics, les enseignants, la jeunesse se sont retrouvés en première ligne face à la répression, au travers de la mobilisation contre la tenue des « E3C ».

Répression coordonnée entre la police et l'ensemble des échelons de la hiérarchie ; irruption de policiers accueillis à demeure dans les lycées tandis que les enseignants se voient interdits d'accéder à leurs établissements ; gazages, violences physiques, arrestations et gardes à vue de lycéens ; épreuves imposées sous la contrainte, dans des conditions inadmissibles ; procédures et sanctions disciplinaires voire judiciaires contre des enseignants à Clermont-Ferrand, Montauban, Cahors, Dôle, Melle, etc ; jusqu'à des attaques contre des représentants syndicaux.

Face à cette situation, on ne peut pas se satisfaire du courrier adressé à Castaner par le secrétaire général de la FSU, Benoît Teste, le 12 février dernier. Un courrier dont la formule de conclusion résume tout l'esprit : « *Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de mes salutations respectueuses.* ». Un courrier qui se borne à protester d'attaques contre « *des militants de la FSU* » qui auraient été « *individuellement ciblés* », alors précisément qu'ils ont été attaqués *en* qualité. Un courrier qui demande au ministre de couper court à ce qui est présenté comme des « *initiatives policières inacceptables* », alors même que la répression est organisée et commanditée par la Place Beauveau et la rue de Grenelle !

Pas une mise en cause du gouvernement et de sa politique, pas une condamnation des irruptions policières dans les lycées, pas un mot pour les dizaines de collègues et de lycéens sans mandat syndical frappés par la répression !

La responsabilité de la FSU est au contraire de prendre leur défense. Dans ce sens et dans l'immédiat, la première mesure qui s'impose serait de convoquer un meeting unitaire à Paris contre la répression, invitant les dirigeants de la CGT, de FO, des organisations lycéennes et étudiantes notamment l'UNEF, et les organisations de parents d'élèves.

C'est la proposition que je soumets au vote de ce BDFN.

* * * * *

Dans sa réponse aux interventions, Benoît Teste a justifié son courrier à Castaner en ces termes :

« *On intervient sur des cas individuels sensibles. On ne peut pas écrire et dire n'importe quoi. Formuler des salutations respectueuses me semble un minimum (...). Pour un meeting unitaire, je ne pense pas que ce soit l'aspect répression qu'il faut mettre en avant.* »

Les enseignants et lycéens menacés de sanctions ou de poursuites n'ont pas eu droit à un seul mot.

Le secrétaire général de la FSU a ensuite appelé à voter contre la proposition du courant Front Unique.

* * * * *

Motion

Constatant la répression inouïe qui s'est abattue et s'abat sur les enseignants, lycéens et parents d'élèves mobilisés contre la mise en place des E3C, la FSU décide d'appeler à la tenue d'un grand meeting unitaire, à Paris, contre la répression, pour l'arrêt de toutes les poursuites, pour la réintégration des travailleurs suspendus ou menacés de licenciement .

Elle invite les dirigeants de la CGT, de FO, de Solidaires, des organisations lycéennes et étudiantes, de la FCPE à s'y associer.

Résultat des votes : 3 pour, 14 contre, 1 abstention, 14 NPPV